

AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DU NORD

STATUTS

CHAPITRE I - FORME, TITRE ET OBJET DE L'ASSOCIATION: DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : CONSTITUTION

Les statuts de l'association précédemment dénommée « Association d'Information sur le Logement de Lille et Environs », déclarée en Préfecture le 12 octobre 1987 et ayant fait l'objet d'une publication au Journal Officiel du 4 novembre 1987 ont été modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 décembre 2002, modification publiée au Journal Officiel du 26 avril 2003, puis par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 novembre 2008.

Il est constitué entre les personnes qui adhèrent aux présents statuts une association déclarée régie par :

- la loi du 1^{er} juillet 1901, modifiée relative au contrat d'association et son décret d'application du 16 août 1901 modifié,
- l'article L 366-1 du code de la construction et de l'habitation et ses textes d'application.

ARTICLE 2 : DÉNOMINATION

L'association a pour dénomination: « agence départementale d'information sur le logement du Nord ». Elle peut être désignée par le sigle « ADIL du Nord ».

ARTICLE 3 : OBJET

L'agence a pour objet d'informer le public sur toute question touchant au logement et à l'habitat. Cette information, qui repose sur une compétence juridique et financière confirmée, doit être complète, neutre, personnalisée et gratuite. Elle peut, lorsque la situation locale le permet, s'accompagner d'une information sur des offres de terrains et de logements disponibles. Elle vise à favoriser le bon déroulement des projets d'accession à la propriété des ménages et permettre aux usagers, en particulier aux personnes défavorisées, de disposer de tous les éléments permettant l'exercice d'un choix véritable et indépendant. Le contact direct avec le public est privilégié dans la mesure du possible.

L'action de l'agence auprès du public exclut tout acte administratif, commercial ou contentieux.

L'agence a également vocation à assurer au bénéfice de ses membres, des actions de conseil et d'expertise juridique ou économique et à entreprendre toutes études, recherches ou démarches prospectives liées à son domaine d'activité. Elle peut faire des propositions qui lui paraissent de nature à orienter les politiques publiques en matière de logement et d'habitat. Elle transmet ses propositions à l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement.

L'agence contribue à la collecte et à l'exploitation des données de l'ensemble du réseau des agences départementales, coordonnées par l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement :

- elle analyse les informations issues de la demande exprimée par le public et assure la diffusion de ses analyses à l'ensemble de ses membres, à l'Association nationale pour l'information sur le Logement et au ministère chargé du logement ;
- elle enrichit les données du réseau des agences départementales de ses expériences, propositions, analyses et études.

ARTICLE 4 : SIEGE

Le siège de l'association est fixé à Lille « 7 Bis rue Racine » et pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration.

ARTICLE 5 : DUREE

L'association est constituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 6 : IDENTITE GRAPHIQUE

L'ADIL appose sur ses supports (papier, panneaux, enseignes) le logotype et le sigle commun au réseau des agences départementales d'information sur le logement, conformément à la charte d'identité graphique.

ARTICLE 7 : IDENTIFICATION

Pour son activité, l'agence départementale dispose de coordonnées téléphoniques et électroniques propres.

ARTICLE 8 : COMPOSITION

L'Association est composée de membres de droit, de membres adhérents et de membres associés.

- Sont membres de droit :
 - le Département du Nord : le président du Conseil Général ou son représentant,
 - l'État : le préfet ou son représentant, et le directeur départemental de l'équipement ou son représentant. Le directeur départemental de l'équipement peut représenter le préfet. Le directeur départemental de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt se substituera au DDE le 1^{er} janvier 2009.
 - l'Association départementale des maires de France.

La qualité de membre de droit peut également être conférée, à sa demande, à toute association départementale d'élus territoriaux.

- Les membres adhérents sont des personnes morales légalement constituées intervenant dans le domaine du logement ou de l'habitat, dans le département du Nord.
Peuvent être membres adhérents, après décision du conseil d'administration :
 - des collectivités territoriales autres que le conseil général ;
 - des établissements publics de coopération intercommunales (EPCI) ;
 - des personnes morales légalement constituées ayant manifesté leur intérêt pour l'action de l'association.
- Les membres associés sont des personnes, physiques ou morales, qui sans prendre une part active à la gestion de l'association, souhaitent manifester leur intérêt pour son activité. Ils ont voix consultative à l'Assemblée Générale

ARTICLE 9 : ADMISSIONS

L'admission des nouveaux membres adhérents est prononcée par le conseil d'administration de l'Association. Les demandes sont examinées au regard des principes généraux de l'information sur le logement, notamment la représentativité et l'implication du demandeur dans le domaine de l'habitat, ainsi que la protection de l'indépendance de l'association. Aucune admission ne peut avoir lieu si elle est susceptible de remettre en cause l'agrément de l'association par l'État. Le refus d'admission n'a pas à être motivé.

ARTICLE 10: DEMISSION - RADIATION

La qualité de membre de l'Association se perd par :

- la démission notifiée au Président par lettre recommandée,
- la dissolution de la personne morale membre,
- la radiation, prononcée par le conseil d'administration sur rapport d'un de ses membres soit pour non-paiement de la cotisation, soit pour motif grave. Le membre intéressé est appelé préalablement à présenter ses observations au Conseil d'administration.

CHAPITRE II- ADMINISTRATION

ARTICLE 11 : ASSEMBLEES GENERALES - DISPOSITIONS COMMUNES

L'assemblée générale comprend tous les membres de l'Association à jour du paiement de leur cotisation à la date de la réunion ou exemptés du paiement de celle-ci en vertu de l'article 17, alinéa 3. Elle est convoquée selon les modalités arrêtées par le règlement intérieur.

L'ordre du jour de l'assemblée générale est fixé par le conseil d'administration. Celui-ci est tenu d'y faire figurer toutes questions dont l'inscription lui est demandée par un tiers au moins des membres et qui auront été présentées au conseil d'administration au moins quinze jours avant la date fixée pour l'assemblée générale. L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Les assemblées générales peuvent être ordinaires ou extraordinaires, selon les modalités définies aux articles 12 et 13.

Pour garantir une expression équilibrée des intérêts représentés et constitutifs de l'ADIL les membres de l'association sont répartis en 3 collèges :

- collège des offreurs de biens et services concourant au logement,
- collège des demandeurs : les différents mouvements de consommateurs et organisations d'usagers,
- collège des pouvoirs publics et des organisations à but non lucratif d'intérêt général.

ARTICLE 12 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'Association se réunit au moins une fois par an. Ses décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés sans qu'aucune condition de quorum ne soit imposée.

L'assemblée générale ordinaire peut statuer sur tous les objets qui ne sont pas du ressort exclusif de l'assemblée générale extraordinaire et notamment :

- elle pourvoit à l'élection et au renouvellement des membres du Conseil d'Administration, dans les conditions prévues aux articles 11 et 14 des présents statuts,
- elle approuve les orientations générales de l'activité de l'association, proposées par le Conseil d'administration,
- elle entend la lecture du rapport du conseil d'administration sur les activités et la situation de l'association, et le rapport financier annuel ; l'assemblée entend également le rapport du commissaire aux comptes. Elle statue sur les comptes qui lui sont présentés et donne quitus au Conseil d'Administration.
- Elle fixe les cotisations minimales annuelles, sur proposition du Conseil d'Administration.

ARTICLE 13 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée par le Président sur proposition du conseil d'administration ou à la demande du tiers des membres de l'association ou de l'ensemble des membres d'un collège défini à l'article 11 et soumise au conseil d'administration un mois au moins avant la séance.

L'assemblée générale extraordinaire peut seule et seulement décider des modifications des statuts et de la dissolution de l'Association.

Elle ne peut délibérer que si la moitié des membres est présente ou représentée. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est convoquée à nouveau mais à 15 jours au moins d'intervalle et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres adhérents présents ou représentés.

Les décisions de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

ARTICLE 14 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration est constitué par tiers représentatifs des trois collèges définis à l'article 11.

Le nombre de membres du conseil d'administration est fixé par l'Assemblée Générale. Il ne peut être supérieur à 24. Les membres du conseil d'administration sont élus suivant les modalités définies par le règlement intérieur

Les membres du conseil d'administration sont élus pour 3 ans.

Les membres du conseil d'administration siègent en tant que représentants des personnes morales qui les ont mandatés. En cas de défection définitive d'une personne physique représentant une personne morale, il appartient à celle-ci de désigner un remplaçant, selon les règles qui lui sont propres. Le remplaçant désigné siège jusqu'à l'échéance normale du mandat.

En cas de démission ou de radiation d'une personne morale membre du Conseil d'administration son collègue d'origine est appelé à élire un nouveau membre.

Une fois élu le conseil d'administration procède immédiatement à la désignation d'un bureau composé d'un président, un ou plusieurs vice-présidents, d'un secrétaire, d'un trésorier. Les membres sortants du bureau sont rééligibles. Le conseil d'administration fixe par écrit l'étendue des pouvoirs et responsabilités qu'il confie de manière temporaire ou permanente à chacun des membres du bureau.

Le conseil d'administration a pour mission de mettre en œuvre les orientations approuvées par l'Assemblée générale et détient les pouvoirs qui lui sont délégués par celle-ci initialement lors de sa première réunion, et éventuellement modifiés par la suite. Il rend compte de leur utilisation dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 des présents statuts.

Le Conseil d'administration a également la charge :

- de nommer, après avis de l'ANIL, sur proposition du Président, le Directeur. Il nomme également sur proposition du Président aux autres emplois de direction.
- de contrôler l'application par le directeur des dispositions législatives et réglementaires, ainsi que l'exécution de ses propres délibérations.
- de délibérer sur le rapport annuel d'activités concernant le fonctionnement administratif et financier de l'association ADIL.

Le conseil d'administration, établit, adopte et modifie le règlement intérieur.

Il peut se faire assister de toute personne dont l'avis lui paraîtrait de nature à l'éclairer et à lui être utile à l'occasion de ses délibérations.

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que les besoins de l'association l'exigent, sur l'initiative de son président ou, à défaut, du tiers de ses membres.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ARTICLE 15 : PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le président convoque les assemblées générales et les réunions du conseil d'administration. Il préside toutes les assemblées. En cas d'absence ou maladie, il est remplacé par un vice-président ou à défaut par la personne désignée par le conseil d'administration.

Il est le représentant usuel de l'association dans les actes de la vie civile, et son fonctionnement courant, dans la limite des pouvoirs qui lui ont été subdélégués par le conseil d'administration.

Il peut à son tour déléguer par écrit une partie de ses pouvoirs aux membres du bureau ou aux salariés de l'association, sans que la totalité des pouvoirs du Président puisse être déléguée à un salarié.

Il a autorité sur le personnel salarié de l'association selon les modalités précisées dans le règlement intérieur.

ARTICLE 16 : DIRECTION ET PERSONNEL DE L'ASSOCIATION

La fonction de directeur de l'ADIL est exclusive de toute fonction rémunérée à titre permanent dans les organismes et associations membres de l'association. Cette restriction ne s'applique pas à la publication d'ouvrages ou aux activités d'enseignement.

Le personnel de l'ADIL est salarié de l'association.

CHAPITRE III - RESSOURCES DE L'ASSOCIATION, COMPTABILITE

ARTICLE 17 : RESSOURCES

Les ressources de l'association sont constituées par les cotisations et subventions de ses membres, et toutes autres ressources dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Le montant minimal des cotisations des membres est fixé par l'Assemblée Générale Ordinaire, suivant les modalités définies par le règlement intérieur.

L'État et les membres qui octroient des subventions d'un montant supérieur à la cotisation minimale ne sont pas tenus au versement de celle-ci.

ARTICLE 18 : COMPTABILITE

Il est tenu au jour le jour une comptabilité complète, comprenant à la fois les recettes et les dépenses de l'association et ses engagements vis à vis des tiers, et ce conformément au plan comptable. Les documents comptables sont tenus à la disposition des collectivités publiques finançant l'association conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 19 : COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'assemblée générale nomme un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant dans les conditions prévues par la loi.

Le commissaire aux comptes titulaire exerce sa mission de contrôle dans les conditions prévues par les normes et règles de la profession.

ARTICLE 20 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

CHAPITRE IV - REGLEMENT INTERIEUR, TRANSFORMATION, DISSOLUTION ET FORMALITES

ARTICLE 21 : REGLEMENT INTERIEUR

Le conseil d'administration, établit, adopte et modifie le règlement intérieur.

ARTICLE 22 : FUSION - MODIFICATION

L'association ne peut fusionner avec une association dont l'objet n'entre pas dans le champ de compétences défini par l'article L 366-1 du code de la construction et de l'habitation, ni adopter de modification de son objet social qui ne serait pas conforme aux dispositions de cet article.

ARTICLE 23 : DISSOLUTION

La dissolution de l'association ne pourra être décidée que par une assemblée générale extraordinaire, délibérant dans les conditions prescrites à l'article 11 et convoquée dans les mêmes conditions.

L'assemblée désignera plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association. Elle déterminera les conditions de cette liquidation dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 24 : FORMALITES

Le porteur des présentes est chargé de remplir toutes les formalités, déclarations et publications prévues par la loi du 1er juillet 1901 et les textes qui l'ont complétée ou modifiée.

Fait à Lille le 9 Janvier 2014,

Le Président



Philippe DRONSAERT

Le Trésorier



Lionel REVRISS

